

En Marche !

04 OCTOBRE 2016
DISCOURS D'EMMANUEL MACRON
STRASBOURG - LA FRANCE QUI SUBIT

Bonjour. Bonsoir à toutes et tous.

Merci à vous d'être là ce soir. Merci d'avoir pris le temps de venir, d'écouter, et d'écouter des voix qui ne sont pas celles de tel ou tel politique. Il y a pendant des journées entières, au petit matin, des Françaises, des Français, qui se sont engagés, qui sont allés au devant du pays pour entendre, et donc il fallait faire ce compte rendu, il fallait que ce soit des voix du mouvement qui le fassent. Donc merci pour cette patience, parce que ce n'est pas un monologue, un engagement politique, ce n'est pas une vision simple, celle qu'on porte, c'est aussi de regarder le pays tel qu'il est.

Alors, ce soir, je voudrais d'abord remercier tous celles et ceux qui viennent de rendre compte du travail de milliers d'adhérents, merci à vous. Parce que, au fond, c'est en allant écouter les Français, entendre ce qu'ils ont à dire, qu'on peut espérer retrouver en quelque sorte le droit d'être entendus nous-mêmes, que cette distance que vous observez, que nous observons dans le champ politique, va peut-être pouvoir se résorber. Le sens de cet événement, c'est cela. Nous sommes allés écouter les Français, nous avons gagné le droit de porter leur voix. Alors, ce soir, c'est le premier des trois rendez-vous durant lesquels nous allons rendre compte. J'aurai l'occasion au Mans la semaine prochaine de parler de la vie quotidienne dans tous ses aspects, et de développer des premières conclusions, puis à Montpellier, j'évoquerai la vie ensemble, l'intégration, tel que cela a été rappelé à l'instant.

Ce soir, je veux commencer par vous parler de la vie engagée, parce qu'elle est ce qui rend tout possible, parce qu'elle est en quelque sorte ce qui nous permet de ne plus subir. Ce que nous avons entendu lorsque nous sommes allés au devant des Français, ce sont des angoisses, des inquiétudes, c'est cette France qui subit, qui subit le changement technologique, qui subit le terrorisme, qui subit le changement climatique, cette France qui parfois subit la division aussi. Toutes ces transformations impliquent des réponses, et nous y reviendrons. Mais les Français ont en quelque sorte avant tout l'impression de subir, parce qu'ils ont le sentiment de subir le choix des autres, de ne plus maîtriser leur destin, de ne plus décider en quelque sorte pour eux-mêmes. Comme si notre système démocratique leur était fermé. Vous avez entendu comme moi à l'instant, les premières conclusions qui en ont été tirées, vous avez entendu ces mots qui ont été prononcés. Alors, ce malaise n'est pas qu'un malaise français, c'est un malaise que l'on trouve partout en Europe, parce que nous avons un monde qui est en train de changer brutalement, qui se transforme, parce que nous avons des inquiétudes, des incompréhensions, des injustices qui naissent, partout, là aussi, dans les sociétés occidentales, parce que vous avez un capitalisme qui vit peut-être ses dernières convulsions, qui se transforme très profondément, des injustices qui explosent, et une incompréhension face à tous ces changements. Et en même temps, partout en Europe, nos concitoyens ont le sentiment d'avoir un système politique qui se replie sur lui-même, qui se fige, qui, lui, suit les mêmes règles que depuis toujours, et au fond, nous sommes en train de fonctionner en regardant notre société, notre pays, en lui disant : il va falloir tout changer, la transition numérique, la transition environnementale, le terrorisme, il va falloir faire des choix très difficiles pour vous, mais la vie

politique, on ne va pas y toucher, ça, on ne peut pas changer, on va faire comme on a toujours fait. C'est à la fois inacceptable pour nos concitoyens et à la fois incompréhensible, c'est la première des injustices, c'est, au fond, ce qu'on leur fait subir au premier chef. Et face à cette montée des extrémismes, qu'on trouve partout en Europe, certains en effet peuvent être tentés par des promesses intenable, parce qu'on leur donne le sentiment que le renouvellement passera par là, qu'au fond, le vrai changement du système, il n'est offert que par les extrêmes. Ce que nous sommes en train de faire, qui est, je vous le concède, différent, innovant, c'est de ne pas accepter cette fatalité, c'est de dire précisément, parce que les choses sont en train de changer radicalement, nous devons aller comprendre ce que nos concitoyens portent, nous devons les écouter et nous devons aussi renouveler les termes de l'engagement politique, nous devons renouveler ce que signifie cette vie engagée, nous devons ouvrir le système, parce que c'est la seule possibilité, pour redonner une place à chacune et chacun, et pour ne pas laisser en quelque sorte seulement aux extrêmes la possibilité de donner le sentiment de pouvoir changer les choses, nous pouvons le faire, nous, ici aussi, ce soir, par ces démarches !

Alors, ce travail, il s'appuie sur ce constat, celui que nous avons fait. Faire confiance aux Français, les entendre. Parce qu'au fond, ensemble, nous défendons les mêmes valeurs, parce qu'ensemble, nous défendons non pas une alternance fatiguée au sein d'un même système, mais une véritable alternative, et nous y croyons. Et ce que nous voulons porter à travers ça, c'est un projet, qui consiste non pas à lutter contre un camp, non pas à caricaturer le pays pour dire que tout va bien, en quelque sorte qu'il faudrait tout changer, pour essayer de le regarder en face tel qu'il est et de voir comment construire grâce à l'énergie de tous une nouvelle organisation commune.

Alors, ces symptômes ont été rappelés à l'instant, c'est ce qui en effet bloque notre pays, c'est ce qui aujourd'hui donne le sentiment aux Français qu'ils subissent aussi au premier chef la vie politique, la vie engagée. Je pourrais ici vous faire des propositions, vous donner tout de suite les conclusions, c'est la grande impatience, en particulier du monde politico-médiatique, on dit, "ces gens-là n'ont rien à dire, ils n'ont pas de proposition". Je pourrais dire : on va passer à la VI^e République, on va limiter le mandat du président à sept ans et il sera non renouvelable, on va faire voter telle ordonnance, on a tout préparé, regardez, c'est là. Mais on fait ça depuis trente ans, quarante ans !

Depuis 1981, on dit : on va donner le droit de vote aux étrangers, à chaque élection. Ça n'a jamais été fait. On dit qu'on va renouveler, changer les règles du renouvellement, et on ne le fait pas. Est-ce que c'est de cela dont notre pays a besoin ? Est-ce qu'au fond les propositions avec lesquelles arrivent les politiques sont les solutions ? Elles cherchent bien souvent leurs problèmes... Le septennat non renouvelable, vous avez entendu les gens en parler, ça vous semble régler le cœur de vos problèmes politiques ? La plupart du temps, les propositions cherchent les problèmes qu'elles auraient au fond à résoudre. Donc oui, il faut bien d'abord commencer par écouter, par respecter, par considérer la voix de nos concitoyens avant de travailler et de proposer, de s'engager autour de quelques éléments. Et au fond, sur ce terrain de la vie engagée, je voudrais, moi, remonter aux causes profondes, à ce sur quoi nous devons travailler dans les prochaines semaines, et partager avec vous quelques convictions, parce que, on l'a bien vu dans ce qui vous a été rappelé, ce qui bloque aujourd'hui notre société politique, ce qui nous empêche d'avancer, c'est qu'il y a au fond une démocratie qui manque d'adhésion,

qui ne permet plus d'inclure les gens, de bien les représenter, de leur donner leur juste place, c'est qu'au fond, vous avez aujourd'hui une démocratie d'irresponsabilité qui s'est installée dans le pays, et qui nourrit justement parfois les extrêmes, mais en tout cas, ce sentiment chevillé chez nos concitoyens, qu'on pourrait tout dire, s'engager, ça n'a de toute façon aucune conséquence. Donc cela mine le pouvoir politique et ce qu'on pourra faire dans les prochaines semaines. Et puis vous avez aujourd'hui une démocratie perçue aujourd'hui comme inefficace. Et ce sont au fond ces trois domaines dont je voudrais vous parler en quelques mots ce soir et sur lesquels je voudrais partager quelques convictions, parce qu'il me semble que c'est au fond sur ces trois grands terrains que nous devons concentrer, pour ce qui est de la vie engagée, nos propositions à venir, notre action. Je ne vais pas vous les livrer ce soir comme des propositions toutes ficelées, précisément parce que nous allons les travailler ensemble, parce que nous allons construire avec vous, avec toutes celles et ceux qui s'intéressent à ce sujet, et que nous avons commencé à entendre, avec les experts qui ont travaillé sur ces sujets, nous allons proposer parce que nous avons identifié ces trois problèmes comme le cœur de la défiance démocratique qui s'est installée dans notre pays.

I/ Alors, il y a d'abord, je le disais, une démocratie, au fond, confisquée.

Beaucoup de nos concitoyens ont le sentiment de ne pas être justement représentés. Nous avons un problème de représentation dans la démocratie française. Lorsqu'on prend une photographie de l'hémicycle de l'Assemblée, je ne vais pas répéter ce que vous avez vu tout à l'heure, vous voyez que les âges, les sexes, les origines, les conditions sociales ne sont pas justement représentées. C'est un débat aussi vieux que la démocratie, je vous rassure, on n'a pas attendu de le vivre pour en parler, mais nous avons régressé sur beaucoup de ces sujets, vous l'avez vu tout à l'heure, nous représentons moins la société civile que jadis. Nous représentons moins les ouvriers, les employés, à l'Assemblée nationale, nous représentons moins bien les entrepreneurs, les fonctionnaires parfois qu'il y a quelques décennies. Et ce malgré les lois, malgré tout ce qui a pu être fait. Donc nous avons un défi de représentativité qui est au cœur du système électoral français. Alors, il ne s'agit pas évidemment de comptabiliser les parlementaires selon leurs différences, leur couleur de peau, leur âge, mais il s'agit quand même de s'atteler à ce sujet, à celui de leurs représentants, et la crise de la représentation, elle ne se limite pas d'ailleurs au champ politique, elle concerne aussi les syndicats, les institutions représentatives. Prenez les adhérents par exemple, de la CGT, ils ont pour moitié plus de 50 ans, 15% ont moins de 35 ans. Prenez le conseil d'administration du MEDEF, moins d'un quart sont des femmes. Dans le monde associatif, vous avez les mêmes défis de représentation. Un quart des ouvriers sont aujourd'hui actifs dans des associations, alors que cette proportion atteint la moitié pour les cadres. Donc nous avons ce défi partout dans la société, il faut regarder comment le changer.

Parce que la crise d'adhésion à la politique, au politique, elle ne s'arrête pas là. Le vrai problème, ce que les Français critiquent vraiment, c'est qu'au fond, parce que leurs représentants ne leur ressembleraient pas, ils ne les comprennent surtout pas. Et c'est au fond la distance qui s'est installée entre la représentation politique et le pays.

Je ne parle pas ici des maires de petites communes, des délégués du personnel, des dirigeants d'associations locales, au plus près du terrain, vous avez des responsables aujourd'hui, des engagés de la vie politique, de la vie syndicale, de la vie associative, qui sont de justes

représentants de ces préoccupations, qui agissent en conscience. Mais quand on regarde en effet les représentants nationaux, qui trop souvent vivent différemment, qui pensent différemment, qui se concentrent au fond sur des problèmes qui ne sont pas toujours ceux des Français, et ça a été rappelé avec des débats récents. Est-ce qu'on a réglé le coeur du problème français en passant tant de semaines sur la déchéance de nationalité? Est-ce qu'on a réglé le coeur du problème des Français en orientant trop nombreux de nos débats sur justement ces sujets qui sont en décalage avec le cœur des préoccupations de notre société? Alors comment mieux représenter, comment au fond s'assurer que les sensibilités politiques, notre société figure davantage dans la représentation nationale ?

Eh bien, pour progresser, il faut avancer sur la proportionnalité. Je suis profondément convaincu de cette direction.

Je ne suis pas en train de vous dire qu'il faut changer tel et tel scrutin de manière précise, nous devons avancer dans cette direction. Aujourd'hui, nous avons deux chambres, aucune ne reflète fidèlement la population. Pour nos représentants au Sénat, il y a une part de proportionnelle qui existe, au niveau du département, mais elle est limitée, mais à l'Assemblée nationale, vous avez une règle totalement majoritaire. Nous devons dans les prochaines semaines, travailler ensemble sur ce sujet. Parce que oui, la réforme de notre mode de scrutin, pour permettre une meilleure représentation de la société française et de toutes les familles politiques, est une nécessité.

J'ai conscience de la responsabilité que nous prenons en disant cela, et c'est ce qui a arrêté nombre de décideurs. Mais c'est une orientation, un premier choix, c'est que nous allons faire rentrer le Front national vraisemblablement dans la représentation du pays. C'est vrai. Mais en même temps, est-ce que le vrai scandale, c'est que le Front national puisse rentrer par une modification des règles de scrutin au Parlement ou est-ce que c'est le fait que, dans tous les sondages, pour tous les appareils politiques, il est perçu de manière certaine comme le parti qui sera au second tour de la présidentielle ? Quel est le vrai scandale ? Et au fond, depuis tant d'années, alors même que nous avons tenu certains partis aux marges de la représentation nationale, en pensant se faisant mieux les combattre. Avons-nous réellement répondu au problème ? Non. Nous avons bandé nos yeux. Nous avons considéré qu'il fallait au fond mieux casser le thermomètre plutôt que répondre aux causes profondes. Donc oui, il faut aller vers ce risque, parce qu'il est démocratique. Oui, il faut que les familles politiques qui sont aujourd'hui aussi sous-représentées, celle des écologistes, celle des centristes, celle des radicaux puissent être mieux représentées à l'aune de ce qu'elles sont dans le pays. La gauche radicale aussi n'est pas présente à l'Assemblée nationale et elle doit l'être parce qu'elle est dans le pays, elle fait partie des sensibilités politiques. Alors nous devons travailler dans les prochaines semaines pour proposer de manière concrète comment modifier notre système électoral, mais avancer dans le sens de la proportionnalité, c'est aussi déverrouiller le système, c'est permettre là-aussi des coalitions de conviction, plutôt que des coalitions d'appareil, c'est permettre de refonder dans la réalité de notre représentation nationale, d'autres règles de la vie politique pour lui permettre de respirer.

Alors, c'est vrai à tous les niveaux, et notamment à un niveau qui, lorsqu'on parle des sujets de représentation est trop souvent oublié, c'est symptomatique d'ailleurs d'une distance plus grande encore entre les citoyens et leurs représentants, je veux parler du niveau européen.

Parce que, et je crois que c'est particulièrement important ici, dans cette belle ville de Strasbourg, dans cette autre capitale de l'Europe, dans ce siège du Parlement européen, de le redire : nous avons aussi besoin de réformer les règles de la représentativité européenne. Aujourd'hui, parce que cela arrangeait les partis politiques en place, nous avons renationaliser tous les scrutins politiques, et oui dans le travail qui est le nôtre, pour améliorer la représentativité, et donc la qualité du débat, la qualité de nos discussions, de nos échanges, et notre capacité à représenter toutes les sensibilités. Je souhaite qu'on puisse avancer sur cette belle idée qui a été proposée il y a quelques mois par Daniel Cohn-Bendit, celle de précisément utiliser le contingent de parlementaires britanniques pour en faire un vrai contingent de parlementaires européens élus sur un scrutin de liste paneuropéen. C'est-à-dire faire vivre enfin cette démocratie européenne, lui donner un contenu, lui donner une assise, lui donner une vitalité, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Nous n'épuiserons pas tout avec les règles de la proportionnalité et surtout celles de la représentativité, parce qu'il nous faut aller plus loin, en particulier sur le non-cumul des mandats, parce que c'est aussi l'une des façons de renouveler la vie politique, en la faisant respirer, en permettant à d'autres talents de se présenter à l'élection, en permettant un renouvellement là aussi du personnel politique. Une avancée a été faite durant ce quinquennat, qui a permis d'éviter justement de cumuler une fonction de député ou de sénateur et un mandat exécutif local à partir de 2017. C'est une bonne chose, mais là aussi, nous devons réfléchir à voir comment aller plus loin, encourager le renouvellement. Ensemble nous devons donc réfléchir pour avancer sur le non-cumul des mandats dans le temps.

Je veux le dire ici, il n'y a pas de solution simple, et je ne fais pas partie de celles et ceux qui pensent que la meilleure façon de renouveler la vie politique passe par une série d'interdits qu'on multiplierait. Nous défendons la liberté, il y aurait au fond une sorte de paradoxe. Mais on a besoin de renouveler à partir d'un temps donné cette vie politique, on a besoin de laisser d'autres monter dans l'accès aux responsabilités. Et quand la politique, au fond, n'est plus une mission mais une profession, alors, oui, les responsables politiques ne sont plus des engagés, mais peuvent devenir des intéressés. Et c'est là où collectivement, nous courons un risque, c'est là où il peut y avoir un dévoiement de la vitalité de notre démocratie. C'est pourquoi il faut, au-delà des règles de cumul, continuer à faire monter des talents, c'est-à-dire à inciter, à encourager de nouvelles personnes à se lancer, en particulier ceux qui ne sont ni fonctionnaires, ni collaborateurs d'élus ou salariés d'un parti, ni professionnels libéraux, c'est-à-dire toute cette France qui n'est pas assez représentée. Et donc ça ne passe pas simplement par des interdictions, mais par notre capacité à les faire monter dans les partis, à faire que les partis eux-mêmes, enfin, se rénovent, et je considère que c'est là aussi notre devoir. Parce que, vous savez, on ne changera pas notre société en quelques mois, quelques années, et surtout, on ne la changera pas simplement à coups de normes. On la changera aussi et d'abord avec d'autres pratiques, c'est-à-dire avec une morale collective, c'est-à-dire avec une capacité à décider, à prendre des engagements quand bien même la loi ne nous l'oblige pas. Et cela c'est ce que nous devons faire, nous. Cela c'est ce qu'En Marche doit faire pour être exemplaire, c'est-à-dire donner leur place pleine et entière à des élus de terrain, à des représentants de la nation, qui sont là et je les en remercie ce soir, avec nous, de gauche, de droite, du centre, écologistes, radicaux. Mais en même temps, que nous sachions monter en cordée, c'est-à-dire qu'ils acceptent de faire la place à d'autres, qu'ils forment d'autres, qu'ils permettent justement à des femmes et des hommes de la société civile, comme vous en avez vu ce soir, qui ne sont pas toujours habitués à parler de la même façon en public, qui ne sont pas toujours habitués à

prendre aussi des responsabilités, des fonctions pour expliquer le monde, et bien de le faire, de prendre leurs responsabilités, de contracter le virus de la politique, de vouloir s'engager, changer les choses, de s'indigner en public, et d'emmener d'autres à bouger aussi, parce que c'est ça la vitalité de notre société démocratique.

Alors, pour ça, ce que nous devons faire, c'est de les former, de les aider, d'aller les repérer, de les promouvoir, et j'invite tous les partis politiques à le faire bien davantage partout dans le pays. Mais ce que nous devons faire aussi, au-delà de cette formation nécessaire, de cet accompagnement, et bien c'est d'aider toutes celles et ceux qui exercent une responsabilité politique à retrouver une vie normale, c'est-à-dire aussi d'accompagner dans des transitions professionnelles des femmes et des hommes qui vont accepter de donner cinq ans, dix ans, quinze ans de leur vie à la politique. Parce que, bien souvent, on pense que c'est en ne mettant que des interdictions, par la loi, qu'on pourrait régler le problème. Mais pourquoi en sommes-nous là aujourd'hui ? Pourquoi, même si on limitait le nombre de mandats, vous aurez d'autres collaborateurs d'élus, et je ne porte aucun jugement, qui finiront par être élus eux-mêmes et puis des élus qui redeviendront collaborateurs des partis ? Parce qu'au fond c'est un entre-soi de la vie politique qui s'est constitué, c'est une société à part où on ne veut pas revenir dans le monde réel. Parce que cela fait peur, parce qu'on n'a pas forcément été formé pour cela, c'est la réalité. Alors vous savez, moi, j'ai d'abord commencé en étant fonctionnaire. Je suis l'archétype en quelque sorte de ce système politique.

J'ai décidé ensuite de quitter la fonction publique, et puis il y a quelques semaines, de quitter mes responsabilités ministérielles. Mais il y a de moins en moins de fonctionnaires aujourd'hui dans la représentation politique, moins qu'il n'y en avait il y a vingt ans. Ils ont des avantages, ces avantages sont-ils aujourd'hui inacceptables ? Je ne veux pas stigmatiser les fonctionnaires, je pense que nous en avons besoin, et nous avons besoin de fonctionnaires qui s'engagent. Par contre, nous devons tout faire pour que les femmes et les hommes qui viennent du secteur privé puissent avoir le même type de garantie, la même capacité au retour. Et nous devons tout faire pour que les femmes et les hommes politiques puissent être formés, être aidés pour retourner, au moment nécessaire, vers la vie normale, c'est-à-dire vers une vie active dans la société, pleine et entière, parce que c'est ainsi que nous pourrions renouveler pleinement notre vie démocratique. De la même façon, ce que nous sommes en train de faire, c'est au fond le deuxième renouvellement nécessaire dans la vie des partis. À quoi ça sert les partis ? À recruter des gens, à les former, à désigner celles et ceux qui iront aux élections, et puis à constituer une idéologie commune. Nos partis politiques ne sont plus aujourd'hui structurés sur la même idéologie. C'est cela le biais de représentation que nous avons, c'est cela ce qui donne le sentiment à nos concitoyens qu'au fond, la démocratie est capturée, c'est cela ce qui est en train de se passer à travers le système des primaires, à travers la confiscation des débats par les appareils eux-mêmes. C'est le fait que sur tous les grands sujets, que vous avez vus expliqués tout à l'heure, il n'y a plus aucun consensus au sein des partis politiques tels qu'ils sont aujourd'hui constitués. Sur le sujet de l'Europe, sur le sujet des inégalités, sur le sujet de la transformation de notre modèle productif, de la transition énergétique et numérique, sur le sujet d'une société ouverte, qui doit faire face à des défis sécuritaires, sur le sujet de la mondialisation, sur tout ce qui fait notre pays et les enjeux de demain, vous n'avez plus de vrai consensus. Vous avez des débats qui fracturent les pays et vous avez des primaires qui en quelque sorte, quelques mois avant une présidentielle, sur des propositions là encore faites à l'emporte-pièces, servent à écraser les différences pour trouver des compromis boiteux. C'est

cela qui fait que notre démocratie n'est plus pleinement efficace parce qu'elle est capturée par des partis déséquilibrés. L'heure n'est plus à l'alliance des contraires, elle est à l'alliance des possibles. C'est cela notre démarche, c'est cela le rassemblement des progressistes que constitue En Marche !

Et puis enfin, pour résorber ce déficit démocratique, il nous faut impliquer directement et continûment nos concitoyens. C'est important parce que le temps de la vie démocratique, l'adhésion, ce n'est pas simplement celui du vote et de la représentation. Nos sociétés ont changé, ce que vous avez vu traduit dans les propos de tout à l'heure, c'est cette volonté à chaque moment important de la vie politique de pouvoir continuer à être là, à participer à la décision. Et donc nous devons évidemment encourager nos concitoyens à s'inscrire sur les listes électorales, à commencer par les jeunes, à simplifier pour cela les conditions de l'inscription, et là-dessus En Marche doit s'engager dans les prochains mois, parce que c'est un combat civique et citoyen de la première importance. Mais en même temps, nous devons aussi changer les règles de la vie démocratique, pour construire davantage d'adhésion, c'est-à-dire permettre à des débats démocratiques de se constituer tout au long d'un mandat, de prendre leur place à travers des conférences de consensus, à travers un rôle donné aux citoyens, dans l'élaboration des normes, dans la consultation très en amont sur les grands projets, et donc de sortir en quelque sorte d'un dilemme qui est : on demande au peuple son adhésion, et puis il n'a qu'à suivre, sinon, il y a une forme de trahison, pour construire à tous les moments importants une forme de consensus dans la société en allant au contact d'elle, sur les grands projets, environnementaux, sur les grands projets entrepreneuriaux, qui transforment nos territoires, et où le débat est bien souvent organisé trop tard, à la va-vite; mais aussi sur les grands sujets comme l'Europe. J'ai eu l'occasion de le dire il y a quelques semaines à Lyon, notre Europe doit être refondée, et là-dessus c'est une question d'adhésion démocratique, ne nous trompons pas. Il n'y aurait pas d'un côté les sachants qui pourraient, dans le énième conclave enfermé, décider pour l'Europe de demain, et de l'autre, les peuples dont nous aurions peur, parce qu'à ce moment-là, collectivement, nous serions en train de commettre une erreur irréparable, celle de laisser la vitalité démocratique aux extrêmes. Si nous voulons refonder l'Europe, nous devons organiser des conventions démocratiques dans l'ensemble des pays, donner six mois, un an, à un vrai débat citoyen, organisé librement dans les 27 pays, non pas pour construire un texte incompréhensible, mais les principes d'une Europe que nos concitoyens veulent, c'est-à-dire une vision partagée. C'est-à-dire au fond ni demander aux gens leur avis sur une Europe dont on sait qu'ils ne veulent plus, ni expliquer aux gens qu'on va au fond créer l'Europe qu'ils ont toujours voulue à quelques-uns, mais engager le peuple, les citoyens européens dans cette aventure, c'est aussi ainsi que nous redonnerons cette vitalité, cette adhésion au projet européen mais à nos concitoyens pour les projets que nous portons.

II/ Le deuxième défi qui est le nôtre, et il est de taille, il est peut-être à mes yeux le plus important si nous ne voulons pas laisser les extrêmes gagner la partie, c'est celui de la responsabilité politique.

Car ce que critiquent vraiment les Français, au fond, c'est le fait que personne n'est tenu responsable, in fine, de son action. Je continue à penser pour ma part qu'il est indispensable de valoriser les responsables politiques, syndicaux, associatifs, qu'il est primordial de saluer leur engagement, parce que nous avons besoin en effet de ces corps intermédiaires. Nous avons besoin des syndicats, des partis, d'améliorer leur représentativité, comme je le disais, mais cela

n'est possible que si le principe de responsabilité s'applique de manière effective. C'est la condition du sens même de notre engagement et de l'action que nous portons. Les maires de terrain, les petits élus le savent, parce que, au quotidien, ils ont cette responsabilité qui s'exerce, ils ont immédiatement la protestation, la sanction, la pression, mais parfois, on l'oublie. Or, cette responsabilité, c'est la clef de voûte de notre morale collective, c'est le cœur même de la crédibilité de l'engagement politique. Et en son centre, il y a le président de la République. Vous ne m'avez pas entendu ce soir proposer des grandes réformes constitutionnelles sur ce sujet, nous verrons si notre travail l'impose. Mais il y a un point fondamental: le président de la République, il est élu par le peuple français, il est donc responsable devant le peuple français.

Et pour être pleinement responsable, il devrait rendre des comptes chaque année sur l'avancement de ses engagements de campagne. C'est un principe tout simple, qui engage d'abord une discipline, celle de ce qu'est l'engagement d'un président de la République en France. En France, les engagements de président de la République, ça peut être 4 ou 5 livres, 1000 pages, 100 engagements, des engagements qui seront ceux de la primaire, puis ceux du temps d'après, c'est-à-dire bien souvent des engagements qui deviennent rapidement illisibles pour nos concitoyens, parce que nous avons une culture de la proposition, de la joute politico-médiatique, de la politique de l'événement, du commentaire, et celle-ci a tiré dans sa pratique tout notre système institutionnel vers une politique de la réaction, du court-terme, de la réparation. Et donc si nous voulons refonder une responsabilité claire, il faut des engagements simples, lisibles, une dizaine, qui, seuls, scandent l'action du président de la République, qui seuls construisent la clarté de son engagement avec le peuple. Rendre compte chaque année, ça ne veut pas dire tomber dans une démocratie à douze mois, le temps du président de la République est un temps long, mais la transparence est un exercice fondamental de la responsabilité politique. Chaque année, rendre compte de ce qui a été fait, comme de ce qui n'a pas été fait sur ces engagements fondamentaux, le faire devant une commission, choisie par tirage au sort, de concitoyens aidés, instruits, accompagnés dans ce travail par la Cour des comptes dont c'est la mission, par des experts indépendants dont c'est la fonction, cela me semble une forme d'hygiène démocratique. Ça ne veut pas dire que tout doit être réglé en un an, ça veut dire qu'aujourd'hui, notre démocratie a besoin de plus de transparence, a besoin de rendez-vous réguliers, a besoin de ces contacts pour justement reconstruire dans le temps long. La responsabilité, c'est ensuite celle du gouvernement devant le peuple, et ses représentants. C'est-à-dire devant le Parlement. Actuellement, la France n'a pas aujourd'hui une vitalité parlementaire comparable aux autres grands pays. Notre système aujourd'hui met moins en jeu la responsabilité de l'exécutif devant le Parlement. Regardez nos amis Britanniques, suite à l'intervention en Libye, une commission parlementaire a été faite, fouillant dans le détail les moindres responsabilités des uns et des autres. Ce n'est pas pour créer le doute, ce n'est pas pour empêcher de gouverner, c'est parce que c'est la condition même d'une vraie responsabilité politique, de la transparence qui est due à nos concitoyens.

L'avons-nous fait sur les mêmes sujets ? De manière trop rare. Or, à chaque fois que notre sécurité nationale est engagée, à chaque fois que des sujets aussi importants sont mis en cause, des commissions d'enquête parlementaires devraient être constituées, ce n'est même pas un débat, qui doivent pouvoir mettre dans la pleine transparence toutes les responsabilités sur la table, parce-que c'est avec une telle transparence qu'on recrée les conditions de la responsabilité, parce que c'est avec une telle responsabilité qu'on recrée la confiance dans les gouvernants, et donc l'efficacité de leur action. Parce que lorsque vous n'avez pas un travail

parlementaire de cette nature, vous avez tous les débats de caniveau, vous avez le doute qui s'installe, vous avez en quelque sorte le soupçon à défaut d'avoir la transparence. Et en parallèle, il doit y avoir une responsabilité des ministres mêmes. Ce qui importe, c'est de vérifier, en transparence, la probité et l'intégrité de celle ou celui qui est nommé ministre. Au fond, l'exemplarité que l'on attend vraiment d'un ministre, c'est d'être capable de rendre compte des décisions passées et de l'action présente. C'est pourquoi il faudrait subordonner l'accès aux fonctions ministérielles et électives à l'absence d'inscription au casier judiciaire B2. Pourquoi ? Parce que c'est ce qu'on fait pour des fonctionnaires, parce que c'est ce qu'on fait pour des experts comptables. Ce n'est pas quelque chose d'indigne, ce n'est pas une contrainte excessive, c'est ce qu'on demande lorsque l'on est ministre la plupart du temps à toutes celles et ceux qui travaillent auprès de nous. Et c'est d'ailleurs ce que nous allons faire pour les postes à responsabilité au sein de notre mouvement. Parce que là aussi, avant même que les normes changent, nous pouvons faire changer les pratiques.

En parallèle, il faudrait examiner l'expertise ou le potentiel d'une personne nommée, parce qu'il n'est plus possible qu'un ministre découvre, là aussi, les sujets dont il aura la charge le jour où il entre en fonctions.

Enfin, l'ultime responsabilité, elle est politique, et elle va bien au-delà là aussi des changements de normes, elle exige une révolution des pratiques, qui est entre les mains de chacune et chacun d'entre nous. Actuellement, parmi les 6 candidats des Républicains de la primaire de la droite et du centre, il y a un ancien président de la République et il y a deux anciens premiers ministres. C'est cela la situation dans notre pays. Partout, partout dans les démocraties modernes, cette configuration serait impensable. Ce n'est pas la peine d'essayer de limiter les mandats dans le temps, de mettre des interdicts à tout va lorsque nous avons de telles pratiques. Pour ma part, et vous l'avez entendu tout à l'heure, lorsqu'on a échoué, le minimum d'introspection doit être fait pour légitimer pleinement son retour. Le retour n'est pas un droit en politique. Ne tirer aucune conséquence du passé n'est pas un droit.

Cela va même au-delà, la responsabilité politique, la vraie, c'est aussi accepter de jouer les règles du jeu, et avoir la dignité d'en tirer toutes les conséquences quand on s'est égaré. Peut-on imaginer sérieusement commander aux destinées du pays, ou même simplement se présenter au suffrage des Français alors que sa probité personnelle a été mise en cause ? Peut-on le faire ? Je ne le pense pas. Et je pense même que c'est une question suffisamment importante pour être abordée ici, et pour être précis. Nous pouvons tous, dans notre vie, commettre des impairs, nous pouvons tous commettre des fautes, c'est humain. Nous avons tous le droit de nous racheter des fautes que nous avons pu commettre dans le passé. C'est justice. Mais lorsqu'on est responsable politique, lorsqu'on prétend à de hautes fonctions, lorsqu'on se propose d'accéder aux plus hautes fonctions électives pour représenter son pays, je crois que toutes les fautes ne se valent pas. Et il en est certaines qui vous disqualifient radicalement. Le livre IV du Code pénal prévoit ainsi que la concussion, la corruption, la prise illégale d'intérêts sont des manquements au devoir de probité, le Code pénal qualifie ces délits, je le cite, d'atteinte à l'administration publique, et d'atteinte à l'autorité de l'Etat. C'est bien cela dont il s'agit en définitive.

Comment peut-on incarner l'Etat, l'autorité, donner des leçons à tout le monde, en expliquant ce qu'ils devraient être, ce qu'ils n'ont pas fait, ce qu'ils auraient mieux fait quand même, parfois même dans le mépris de nos concitoyens, commencer à constituer son gouvernement,

commencer à constituer ses équipes, et envisager qu'en s'étant rendu coupable de telles fautes, on peut accepter dans nos pratiques, de continuer d'aller devant les Français, de leur dire qu'on sera le garant de nos règles, qu'on représentera le pays. Ce n'est plus possible !

Il en est de même sur le respect des règles encadrant le financement politique, peut-on imaginer sérieusement commander aux destinées du pays, se présenter au suffrage des Français alors qu'on a délibérément dépassé le plafond des dépenses autorisées pour sa campagne ? Ce n'est pas la peine d'aller expliquer à nos Français qu'on va faire une VI^e République, qu'on va tout changer, qu'on va limiter le mandat du président de la République, qu'on va faire tout ce qu'on a jamais fait, mais qu'on leur a toujours promis, mais qu'en même temps, dans nos pratiques, aujourd'hui, sans même changer le droit, nous allons continuer de faire l'inacceptable, que nous allons continuer à expliquer à nos concitoyens que le monde change pour eux, qu'on leur demande tous les sacrifices, mais que nous, dans la classe politique, nous n'avons aucun sacrifice à faire, que nous, dans la classe politique, nous allons toujours nous arranger avec le droit. Ce n'est plus possible !

Le temps que nous vivons, les circonstances exceptionnelles de notre pays, imposent une autre morale publique. La morale publique, c'est nous qui en sommes les dépositaires.

III/ Avant de proposer de tout changer, dans les normes, soyons à la hauteur dans nos pratiques, soyons dignes de la confiance qu'on demande. Et puis en dernier lieu, nous avons ce déficit d'efficacité.

Beaucoup de nos concitoyens considèrent aujourd'hui que l'action politique n'est plus efficace, est c'est au fond la pire des défaites. A quoi bon proposer, à quoi accumuler les idées, si nos concitoyens pensent que cela ne sert à rien, que nous ne sommes plus capables de les appliquer ? Parce que la vie démocratique s'accélère, et parce que notre temps démocratique ne s'est pas adapté, parce que la décision démocratique demeure encore trop opaque, alors oui, nous devons, sur ce sujet de l'efficacité collective, répondre à ce gâchis, réussir à atteindre nos objectifs. C'est précisément cette démarche qui est au cœur du travail que nous avons contribué à construire ce soir ensemble. Il n'y a pas d'efficacité collective d'abord s'il n'y a pas un vrai consensus, s'il n'y a pas un écoute des problèmes du pays, des objectifs clairs et des engagements, parce que le temps des petits ajustements est révolu, parce que ce qui mine notre efficacité collective, c'est l'incapacité à construire un consensus clair, d'abord, dans ce temps démocratique qu'est celui de la campagne. Et je veux vous le dire ici : je ne crois pas à la fatalité de nombre de nos concitoyens, de nombre des commentateurs et des politiques qui disent que la France est un pays irréformable. Ce n'est pas vrai. La France est un pays exigeant sur le plan démocratique, c'est un pays qui veut qu'on le respecte, qu'on lui explique, qu'on lui dise ce qu'on va faire. Pourquoi en 1995, avons-nous eu de telles grèves, qui ont bloqué le pays, qui sont encore des traumatismes pour certains ? Parce que, en mai 1995, Jacques Chirac, pour qui j'ai un grand respect, et pour qui nous devons avoir aujourd'hui une pensée amicale et citoyenne, vous pouvez l'applaudir... Jacques Chirac est élu sur la fracture sociale, mais six mois après, ce sont des réformes totalement différentes qui arrivent devant le peuple, je ne dis pas qu'elles étaient mauvaises, bien au contraire, mais que n'avaient-elles été expliquées, portées dans un débat démocratique, présentées aux Français pour être élu ? Le blocage de l'hiver 95, c'est la France qui se cabre de ne pas avoir été respectée.

Ce qui s'est passé il y a quelques mois avec la loi travail procède exactement du même mouvement. A-t-on expliqué aux Français ces changements nécessaires du Code du travail ? En dix ans, nous avons changé cinquante fois ce Code, cinquante fois mes amis. Mais a-t-on expliqué tout ce que nous savions déjà en 2011 et 2012, dans un temps démocratique où l'on présente les choses, avec un constat comme nous venons de le faire, puis des objectifs et des propositions ? Non ! Des rapports administratifs ont été faits dans les mois qui précèdent. Et puis on est arrivé avec un texte présenté au fond comme la réforme qui ferait mal. C'est à ce moment là que vous donnez à des minorités qui veulent capturer le débat, à des gens qui se sentent trahis, la possibilité de s'opposer à une réforme quand bien même elle est bonne, parce que cette réforme était nécessaire, et c'était une bonne réforme sur le fond, et je l'ai toujours soutenue, mais parce que sur le plan démocratique, elle n'avait pas été expliquée. Donc la clef de l'efficacité politique, c'est notre responsabilité maintenant, dans ce temps-là, c'est celui, non pas de faire des propositions pour courir derrière l'actualité, non pas de faire des propositions parce qu'il faudrait en égrèner et alimenter le moloque, c'est de savoir quels sont les problèmes fondamentaux du pays, porter des solutions profondes qui y répondent et les expliquer pour pouvoir les faire.

Alors, oui, pour cela, nous avons besoin de réformer en profondeur nos procédures, de mieux préparer. Notre démocratie n'a pas suffisamment la culture de l'évaluation, de la mise à plat. C'est un exploit ce que nous avons fait ce soir, nous l'avons essayé ensemble, je suis désolé si certains l'ont trouvé un peu long et ont râlé, j'en prends ma part de responsabilité, on apprend ensemble. Mais parce qu'en France, nous n'avons pas la culture de l'évaluation. Quand on fait une loi en France, l'évaluation est un temps baclée. On ne s'appuie pas sur un diagnostic suffisamment étayé, et en même temps, le temps ensuite du débat démocratique et de la fabrication de la loi elle-même est trop long, vous l'avez vu dénoncé tout à l'heure. On passe trop de temps à débattre des lois, trop de temps à prendre les décrets quand ils sont pris. Et donc oui, nous avons besoin d'avoir un processus de décision à la fois plus démocratique et efficace. Ça veut dire quoi ? Avoir une culture de l'évaluation et du diagnostic beaucoup plus développée. Avoir ensuite une culture de la présentation et là, je veux rendre hommage au travail remarquable de Thierry Mandon sur ces sujets, où en particulier il a eu cette belle idée de proposer des débats d'orientation citoyens, et surtout un vrai débat d'orientation nourri en amont du texte de loi, c'est-à-dire un débat durant lequel, dans le cadre de la représentation nationale, on parle des enjeux, des grands objectifs, et on a au fond le débat politique sur le bon objet, au bon moment, puis d'avoir une procédure beaucoup plus courte, avec un seul examen, à l'assemblée et au Sénat, pour pouvoir répondre aux objectifs de temps qui sont les nôtres, et une exigence claire en termes d'application de ces lois, c'est-à-dire des décrets beaucoup plus rapides. Tout cela, c'est aussi de l'hygiène de la décision politique. Ces propositions qui ont été faites par d'autres que nous, il faut en faire notre miel, car c'est ainsi que nous serons plus efficaces, en évaluant enfin ce que nous avons commencé à faire avec la loi croissance : les lois prises, c'est-à-dire en regarder l'efficacité, regarder ce qui marche et ce qui ne marche pas, pour ensuite pouvoir, deux ans ou trois ans plus tard, les corriger, et s'imposer cette discipline d'une évaluation régulière. Nous sommes un pays qui évalue beaucoup trop peu et qui légifère beaucoup trop souvent.

Et enfin, pour être pleinement efficaces, nous avons besoin de ce que j'appellerais un nouveau partage démocratique. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'au fond, nous avons besoin dans notre démocratie de redéfinir les rôles, d'avoir un gouvernement qui gouverne, qui

choisisse les sujets sur lesquels il a à agir et peut agir, de ne pas tenir toutes les promesses à nos concitoyens. Il y a des sujets qui ne relèvent pas du gouvernement, mais en même temps, de cesser cette espèce de défiance collective, où de trop nombreux commentateurs pensent que, au fond, ce sont les marchés, ce sont les journaux, c'est la vie qui nous entoure qui gouverne, et plus le gouvernement lui-même. Nous avons des décisions à prendre, fondamentales, mais qui supposent d'avoir une équipe plus resserrée, une organisation administrative et politique plus stable au niveau de l'exécutif, et là aussi, sans doute, moins d'élus au niveau national pour rendre cette organisation collective plus efficace. C'est la clef d'une plus grande efficacité.

Mais en même temps que le gouvernement doit gouverner, ce nouveau partage démocratique impose aussi de savoir reconnaître la part de tous les acteurs, et en particulier de celles et ceux qui sont sur le terrain, au contact de la réalité, ce qui, aujourd'hui, dans notre organisation collective, dans l'état et la culture de l'Etat, dysfonctionne trop souvent, c'est que tout est encore décidé d'en haut, par le haut, créant une frustration bien souvent légitime de nombre d'acteurs de terrain, et je pense en particulier aux fonctionnaires. Nous avons sur le terrain, dans les écoles, les hôpitaux, les universités, dans les agences de santé, des fonctionnaires qui savent les solutions, qui veulent s'organiser, qui veulent agir, qui veulent faire, et qui sont bloqués par des autorisations à demander, par une homogénéité de l'action politique.

Alors, oui, si nous voulons être plus efficaces, nous devons ouvrir une nouvelle page de la déconcentration, une nouvelle page de l'autonomie, dans les universités, dans les écoles, dans les services de l'Etat déconcentré, parce que vous avez des fonctionnaires d'excellence qui sont sur le terrain, qui prennent des décisions, qui veulent pouvoir agir en lien avec les élus locaux, avec les acteurs de la société, et qui sont trop souvent entravés. A l'administration centrale de concevoir la stratégie, de contrôler a posteriori, aux acteurs de terrain d'agir efficacement, de construire les solutions qui existent, qui sont là à portée de main, qu'ils connaissent bien souvent mieux que nous.

Le nouveau partage démocratique, c'est aussi d'accepter d'ouvrir sans doute une nouvelle page de ce partage de responsabilité avec les élus locaux. Nous avons, durant les dernières années, assisté à des clarifications de compétences entre les collectivités. La clef aujourd'hui est de savoir si certaines compétences ne seraient pas mieux exercées au plus près de la responsabilité locale, au plus près du terrain, et donc oui, de réfléchir à toutes les décentralisations possibles, non pas pour priver l'Etat, mais pour recentrer l'Etat sur le cœur de ses missions, être un Etat qui garantit, un Etat qui assure la cohérence, un Etat qui tient les fonctions régaliennes, mais qui ne cherche pas en même temps à tout faire.

Et puis, ce nouveau partage démocratique, c'est aussi et enfin de rendre le pouvoir à la société. C'est fondamental. C'est le fondement de la République contractuelle dont nous avons besoin. C'est une République qui fait confiance, qui considère que certaines missions peuvent être bien faites par les associations, que certaines missions peuvent être bien faites par des entreprises, par le secteur privé, que ça n'est pas lorsqu'on délègue, dans le cadre d'un service public, de manière encadrée, trahir la mission de l'Etat, mais peut-être aussi savoir être plus efficace. Ça n'est pas trahir l'Etat, trahir la promesse faite à nos concitoyens, que d'accepter que la société prenne sa place pleine et entière. Ce modèle d'une République contractuelle, nous l'avons construit, il existe sur le terrain. J'étais il y a deux jours avec les représentants des sapeurs

pompiers, formidable métier, où nous avons su dans le modèle français marier des militaires, des fonctionnaires, et des femmes et des hommes volontaires, avec un statut propre, avec des indemnités, mais qui s'engagent, parce qu'il y a cette soif d'engagement, cette volonté de faire, qui a été parfaitement expliquée tout à l'heure et qui permet aussi de contribuer à des missions, qui permet aussi de contribuer au service public. Donc oui, partout où des bénévoles s'engagent, partout où il y a des ONG, partout où il y a des Français qui œuvrent bénévolement et au premier chef dans les plus de 36 000 communes de notre pays, parce que c'est le cas, vous avez aujourd'hui dans ces communes plus de 375 000 Français qui œuvrent bénévolement chaque jour, eh bien là, partout dans notre pays, vous avez cette énergie. Elle demande à pouvoir s'exprimer. Elle est trop souvent bridée, elle est trop souvent confisquée, au fond. Et donc ce nouveau partage démocratique, c'est aussi la capacité que nous devons avoir dans les propositions que nous ferons, de reconnaître la part des associations, la part de ces bénévoles dans l'action collective, et de parfois savoir leur déléguer des missions, c'est aussi reconnaître la part du secteur privé dans certaines tâches d'exécution, dans des missions qui consistent à mettre en œuvre certaines choses, dont les grandes lignes reviennent à l'Etat, mais qui doit savoir, comme dans nombre de collectivités locales nous le faisons déjà, travailler avec le secteur public pour mieux faire. C'est cela ce nouveau partage démocratique.

C'est un Etat qui doit être fort sur les missions qui sont les siennes, mais en même temps savoir redonner des responsabilités, de l'autonomie, des compétences sur le terrain, à celles et ceux qui sont prêts à les prendre, qui veulent faire et qui veulent s'engager. Voilà, chers amis, Mesdames, Messieurs, l'heure, elle est à l'action. Aujourd'hui, nous avons commencé ce travail de diagnostic, j'ai partagé quelques convictions, le socle, au fond, des trois grands objectifs que nous devons avoir pour cette vie engagée, que nous voulons changer : plus d'adhésion démocratique, plus de responsabilité, et un nouveau partage démocratique pour plus d'efficacité. Nous allons continuer à travailler dans les prochaines semaines ensemble sur ces sujets pour faire des propositions, en temps voulu, en bon ordre, quelques-unes, peut-être que certaines voies ouvertes ce soir seront abandonnées pour de bonnes raisons. Mais nous avons essayé de comprendre ce qui est à la racine des symptômes qui nous ont été expliqués tout à l'heure. Parce que si nous voulons agir concrètement, nous devons arrêter au fond, aussi, de nous demander ce que la politique peut faire pour nous. La démarche qui est la nôtre, ce que j'attends de vous, ce que nous devons construire ensemble dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, partout sur le territoire, c'est une capacité à proposer, c'est une capacité d'agir, c'est de ne pas toujours attendre que les solutions viennent de l'extérieur. C'est de savoir ce que vous pouvez faire aussi vous-mêmes. Nous aurons dans les prochaines semaines aussi des initiatives, des actions à prendre, concrètes, sur les sujets que je viens d'évoquer, parce que nous devons aussi faire, ensemble, parce que le temps démocratique qui est le nôtre, c'est celui de l'engagement, c'est celui d'une émancipation citoyenne, qui ne veut plus qu'on lui dicte tout d'en haut, parfois en ne portant pas l'exemple. En Marche, ce que nous avons créé à quelques uns, quelques centaines, le 6 avril dernier, à Amiens, ce que nous sommes aujourd'hui à Strasbourg, c'est bien plus que 84 000 individus. C'est ce collectif qui veut changer les choses en profondeur, qui pense qu'il n'y a pas de fatalité dans notre pays, qui pense au fond que les règles qui ont toujours prévalu ne s'appliquent plus forcément, et que, oui, nous avons chacune et chacun notre part des choses à faire, notre engagement à prendre vis-à-vis des Français, parce que nous sommes, ce soir, les promoteurs, les démultiplicateurs de ce nouveau partage démocratique, parce que nous sommes tous et toutes, ce soir, les porteurs aussi de cet engagement, de cette promesse, parce que nous sommes toutes et tous, ce soir, celles et ceux

qui avons décidé que notre destin était dans nos mains, que nous allions le changer, que nous pouvions proposer au pays autre chose, pas une alternance stérile, pas ce qu'ils ont toujours connu, mais de nouvelles pratiques, de nouveaux objectifs, et qu'au fond, ensemble, dans les prochaines semaines, et dans les prochains mois, ce que nous devons être, ce sont précisément les ferments de cette confiance, et c'est parce que nous y arriverons, précisément, que rien ne pourra nous arrêter !

Alors En Marche !

Merci !